



17 OCTOBRE 2014

CYCLE :

L'ÉCONOMIE, C'EST NOUS !

**Episode 1 : APPROPRIONS-NOUS LE DISCOURS ÉCONOMIQUE
(vocabulaire & concepts de base)**

Bernard POIX-SESTER

A quoi sert l'économie ? Si l'on s'en tient à la définition la plus consensuelle, elle constitue une discipline scientifique qui a pour objet de fournir des orientations pour gérer des ressources relativement rares dans le but de satisfaire des besoins quasi illimités. Partant de là, l'économie est-elle autonome, imposant des contraintes universelles et permanentes ou est-elle au service d'individus, socialement organisés de façon à participer à la production, en percevoir un revenu et donc pouvoir procéder à des échanges ?

Ce cycle débute en creusant les implications de cette définition, ce qui imposera une approche ouverte à d'autres considérations, sociales avant tout, mais aussi historiques, sociologiques, écologiques, philosophiques... L'économie a provoqué tant de développements et de commentaires qu'il est impossible de prétendre tout explorer. Il s'agira donc d'un simple survol qui devrait plus en montrer la complexité qu'en disséquer les rouages. Cependant, ce cycle sur l'économie a pour ambition de fournir l'information citoyenne qui fait cruellement défaut alors que nous en sommes les principaux acteurs. Que ce soit en tant que citoyens, contribuables, consommateurs, producteurs, éléments de la nature... L'économie, c'est nous !

Note : ce document reprend les principaux points abordés durant les rencontres pour alléger la prise de notes des participants. Il ne constitue pas un "manuel", aussi des orientations de lectures sont données au fil du propos.

Contacts :

bpoixcoop@orange.fr

Coopérative des savoirs - 14 rue du Villars – BP 28 – 58140 LORMES - Tél. : 03 86 20 08 57 / 06 48 67 07 15 - Mail : coopdessavoirs@nivernaismorvan.net – www.cooperativedessavoirs.org
www.facebook.com/coopdessavoirs

PLAN

1. L'ÉCONOMIE COMME CONTRAINTE

PAGE 3

Principales notions abordées : activités et production (3) ; l'INSEE ; enquêtes et sondages mode d'emploi (4) ; les agents économiques (5) ; définition de la science économique (6)

2. LA VALEUR AJOUTÉE

PAGE 6

2.1. LA VALEUR AJOUTÉE OU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT : DÉFINITION ET MESURE PAGE 6

Principales notions abordées : les facteurs de production (6) ; le Produit intérieur brut - PIB marchand et non marchand, le taux de croissance et sa polémique (7)

2.2. LA VALEUR AJOUTÉE DES ENTREPRISES

PAGE 7

Principales notions abordées : la décomposition de la valeur ajoutée entre ses différents emplois (8-10) ; les revenus distribués (11)

PLUS D'INFORMATIONS SUR LA FRANCE... ET SES RÉGIONS

PAGE 12

1. L'ÉCONOMIE COMME CONTRAINTE

Les ressources dont disposent les êtres humains sont en nombre limité tandis que les besoins qu'ils veulent satisfaire sont au contraire quasi illimités :

- Soit qu'ils se renouvellent sans cesse comme la nourriture ;
- soit qu'ils se diversifient : au delà des besoins vitaux de nourriture, d'habillement et de logement, l'individu aspire aussi à une vie sociale et culturelle ;
- enfin, certains besoins sont interdépendants : le développement de l'éducation implique celui des constructions scolaires, des bibliothèques, etc.

Cependant, au fur et à mesure de la satisfaction des besoins, on peut observer une certaine saturation. Lorsqu'il y a relative satiété, les ressources restant disponibles peuvent être utilisées pour la satisfaction de nouveaux besoins.

C'est la détermination des différents types de besoins que l'on souhaite satisfaire dans un contexte de ressources rares ou limitées qui constitue l'aspect économique de l'activité humaine. Cela nécessite des choix par rapport à une certaine rareté de moyens. L'individu ne peut produire seul l'ensemble de ce dont il a besoin : il doit donc procéder à des choix économiques, individuels mais aussi en collectivité.

Ces choix aboutissent à la fabrication de **biens matériels** (des « produits ») ou à la **prestation de services**. Les biens matériels sont soit des **biens de consommation** en vue de la satisfaction directe d'un besoin ; soit des **biens de production** qui servent à renouveler la fabrication d'autres biens (machines et équipements) ; ce sont aussi des **biens intermédiaires** dont la transformation ou la combinaison avec d'autres biens permettront l'élaboration de biens, de consommation ou de production, nouveaux ; ce sont enfin des **activités immatérielles** destinées à augmenter le potentiel des savoir-faire et des technologies disponibles :

ACTIVITES MATERIELLES	ACTIVITES IMMATERIELLES
<ul style="list-style-type: none"> • Biens intermédiaires • Biens de production • Biens de consommation 	<ul style="list-style-type: none"> • Education, formation, recherche... • Progrès technique • Services

PRODUCTION MATERIELLE

PRODUCTION IMMATERIELLE



SATISFACTIONS DES BESOINS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS



NIVEAU DE VIE

<i>Exemple : la fabrication du pain</i>		
bien intermédiaire	farine	
	↓	
	pâte	savoir-faire du boulanger
	↓	
bien de production	four	
	↓	
bien de consommation	pain	
	↓	
	distribution	service

Les choix économiques se traduisent au travers de **trois grandes actions économiques** :

- * **la production,**
- * **la répartition**
- * **la consommation ou dépenses.**

CHOIX ECONOMIQUES RELATIFS A :



LA PRODUCTION	LA REPARTITION	LA CONSOMMATION
<p>Quoi produire ? <i>Nature et quantité des biens à produire pour réaliser la satisfaction des besoins</i></p> <p>Comment produire ? <i>A partir de quelles ressources et selon quelle méthode ?</i></p>	<p>Pour qui produire ? <i>En fonction des demandes et compétences individuelles ou en fonction des besoins collectifs ?</i></p> <p>Comment répartir le revenu obtenu de la production ? <i>Quelle sera la part relative des salaires (revenu du travail), des intérêts (revenu du capital) et du profit (revenu des sociétés) ?</i></p>	<p>Que faire des revenus distribués ? <i>Consommer ou épargner ?</i></p> <p>Quel(s) type(s) de biens acheter ? <i>des biens de production ou des biens de consommation ?</i></p>

Les choix réalisés se font sous la contrainte de ressources limitées : en général le revenu. Ils sont réalisés par des millions d'acteurs : **les agents économiques**. Ces agents, nationaux ou étrangers, sont constitués par les ménages, avec ou sans enfants, actifs ou retraités ; des entreprises ayant des activités industrielles ou commerciales ; des artisans ; des professions libérales ; des banques ; des compagnies d'assurances ; des associations ; des caisses de sécurité sociale ; des collectivités territoriales et l'Etat. Ces différentes catégories d'acteurs sont appelés les « **secteurs institutionnels** » par la **comptabilité nationale**.

L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques - INSEE

A lire... <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/insee-bref/pdf/linsee-enbref.pdf>

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) est une direction générale du ministère de l'Économie et des Finances. Le service statistique public collecte les données nécessaires à l'élaboration de résultats chiffrés. A ce titre, il conduit des recensements et des enquêtes, il gère des bases de données et exploite aussi des sources administratives : *A lire...* <http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/default.asp>

Enquêtes et sondages : mode d'emploi

Par définition, un sondage permet d'obtenir des informations sur une population (d'individus, d'entreprises...) en n'interrogeant qu'une partie représentative de celle-ci, c'est à dire possédant des caractéristiques identiques, ce qui implique une information sérieuse et détaillée de la population totale. Par exemple, l'INSEE possède, grâce au recensement, une "photographie" détaillée de la population. Cependant, l'utilisation d'un "modèle réduit" induit une marge d'erreur. Ainsi, à l'issue d'un sondage réalisé à partir d'un échantillon représentatif de 1000 personnes, affirmer que 40 % des Français croient au Père Noël ne correspond pas à la bonne interprétation. Le sondage révèle en fait qu'il y a 95 % de chances pour que le pourcentage de Français croyant au Père Noël se situe entre 36,9 et 43,1 %... Compte-tenu d'une marge d'erreur de +/- 3,1 % ! Avec un échantillon de 4000 personnes, la marge est encore de +/- 1,5 % et il coûte beaucoup plus cher à réaliser. Le tableau ci-

dessous permet de reconstituer la fourchette, dont la publication n'est pas obligatoire, à partir de la taille de l'échantillon dont la mention est, elle, obligatoire.

LARGEUR DE FOURCHETTES

Nombre de personnes interrogées	Probabilité pour que le véritable pourcentage s'inscrive dans la fourchette	Pourcentage obtenu par le sondage		
		10	20	40
100	2 chances sur 3	7 - 13,0	16 - 24,0	35,1 - 44,9
	95 chances sur 100	4 - 16,0	12 - 28,0	30,2 - 49,8
	99 chances sur 100	1 - 19,0	8 - 32,0	25,3 - 54,7
1 000	2 chances sur 3	9,1 - 10,9	18,7 - 21,3	38,5 - 41,5
	95 chances sur 100	8,1 - 11,9	17,5 - 22,5	36,9 - 43,1
	99 chances sur 100	7,2 - 12,8	16,2 - 23,8	35,4 - 44,6
10 000	2 chances sur 3	9,7 - 10,3	19,6 - 20,4	39,5 - 40,5
	95 chances sur 100	9,4 - 10,6	19,2 - 20,8	39,0 - 41,0
	99 chances sur 100	9,1 - 10,9	18,8 - 21,2	38,5 - 41,5

Source : I.N.S.E.E.

MODE DE LECTURE : Quand le sondage donne 20 % pour un échantillon de 1 000 personnes, il y a en fait 95 chances sur 100 que la vraie valeur se situe entre 17,5 et 22,5 %. C'est la "fourchette" ou l'intervalle de confiance.

LES AGENTS ECONOMIQUES

SECTEURS INSTITUTIONNELS	COMPOSITION	FONCTION
• Ménages	<i>Familles, célibataires Entrepreneurs individuels</i>	<i>Consommer, Produire (entreprises individuelles)</i>
• Sociétés et quasi-sociétés non financières	<i>Entreprises publiques et privées</i>	<i>Produire des biens et des services marchands</i>
• Institutions financières	<i>Banques, institutions de crédit (caisses d'épargne)</i>	<i>Financer (collecte de l'épargne et prêts)</i>
• Entreprises d'assurances	<i>Organismes d'assurance mutuelles</i>	<i>Indemniser</i>
• Administrations publiques	<i>Etat central, Collectivités locales, Organismes de sécurité sociale</i>	<i>Produire des services, Investir, Réaliser les opérations de transfert</i>
• Administrations privées	<i>Syndicats Associations Partis politiques</i>	<i>Services sans but lucratif</i>
• U. E. et Reste du monde	<i>Secteurs institutionnels hors champ de l'économie nationale</i>	<i>Relations internationales (mêmes fonctions)</i>

Tous ces agents économiques prennent des décisions et réalisent des opérations économiques qui les mettent en relation les uns avec les autres. Ils exercent donc une activité, perçoivent des revenus, en disposent, accumulent du capital, prêtent ou empruntent...

Ces relations ne sont pas exemptes de tensions puisque les ressources sont limitées.

Ainsi, **la science économique étudie les moyens de réduire les tensions qui apparaissent entre les besoins illimités et les ressources limitées des agents économiques : c'est ce que l'on appelle la « régulation »**. Elle apparaît comme la science de la répartition des ressources rares dans une société humaine.

Pour cela, **trois processus** sont particulièrement étudiés et constituent autant de **modes de régulation** :

- * **l'échange,**
- * **les limitations volontaires ou non aux échanges,**
- * **les transferts qui modifient la répartition des ressources.**

Cependant, avant de réguler il faut produire, c'est à dire créer de la richesse qui sera ensuite répartie. La source des richesses disponibles et de la répartition est ce que l'on appelle la **valeur ajoutée**. C'est cette notion économique centrale qu'il est nécessaire d'approfondir en premier lieu.

2. LA VALEUR AJOUTEE

La valeur ajoutée est une notion permettant de calculer la richesse nationale (2.1) ou la richesse d'une entreprise (2.2).

2.1. LA VALEUR AJOUTEE OU PRODUIT INTERIEUR BRUT : DEFINITION ET MESURE

La valeur ajoutée est une notion comptable utilisée pour calculer la richesse nationale d'un pays dans le cadre de la comptabilité nationale.

La valeur ajoutée fait appel à la notion de richesse réellement produite. En effet, la production résulte de l'utilisation conjointe de travail, d'équipements (capital technique) mais aussi de matières premières, d'énergie ou de biens et services plus élaborés qui entrent dans la fabrication d'un produit quelconque.

Ces différents éléments constituent **les facteurs de production**. Ce sont des « entrants ». Ils permettent la fabrication des différents produits : les « sortants »¹. Or, une partie des entrants n'est pas fabriquée (pour les biens) ou fournie (services extérieurs) par l'entreprise elle-même mais provient d'entreprises extérieures (fournisseurs) : c'est ce que l'on appelle des « **consommations intermédiaires** ». Le calcul de la richesse réellement produite est donc :

Production totale - Production réalisée à l'extérieur = richesse réellement produite

¹ Notions utilisées fréquemment selon leur terminologie anglo-saxonne d'*input* et d'*output*.

La valeur de la production totale se calcule en multipliant les quantités vendues² par les prix de vente correspondant. On obtient une nouvelle relation :

Production en valeur - consommations intermédiaires = valeur ajoutée

Cette relation se calcule aussi bien au niveau de la comptabilité d'un artisan, d'une **entreprise individuelle, qu'au niveau d'une branche d'activité en additionnant les valeurs** ajoutées des entreprises lui appartenant. On peut ainsi, par additions successives de toutes les branches d'activité parvenir jusqu'au niveau national où la somme des valeurs ajoutées de toutes les unités productives constitue le **produit intérieur brut marchand**.

Cet indicateur mesure donc la richesse nationale produite et vendue (d'où le terme marchand) généralement pour une période annuelle. A cette richesse s'ajoute les **produits non marchands** (c'est à dire ceux qui ne font pas l'objet d'une vente sur un marché) provenant essentiellement des administrations. Au total, on aboutit au **produit intérieur brut** qui sert à mesurer la richesse totale d'un pays. Son évolution d'une année sur l'autre donne le **taux de croissance** de l'économie.

Exemple : la branche « boulangerie »

pains vendus - achat de farine - dépenses d'électricité = valeur ajoutée de la boulangerie

Somme des valeurs ajoutées de toutes les boulangeries = production nationale de la branche « boulangerie »

A lire... <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/insee-bref/pdf/insee-en-bref-PIB-croissance.pdf>

L'annonce des taux de croissance : le débat politique qu'elle suscite vient surtout du fait qu'elle repose sur des estimations donc soupçonnées d'être "gonflées". Au final subsiste tout de même un écart non négligeable.

Chaque trimestre, l'INSEE calcule les premières estimations du PIB à partir d'enquêtes auprès des entreprises et de données administratives comme celles des douanes : le chiffre est publié un mois et demi après la fin du trimestre concerné. La valeur définitive du PIB est connue lorsque toutes les données sont disponibles, c'est à dire les données réelles, celles qui sont observées, non estimées. **Ainsi pour l'année 2014, il y a donc trois versions du PIB : en mai 2015 un chiffre provisoire, en mai 2016 un chiffre semi-définitif et en mai 2017 un chiffre définitif... Mais tout le monde sera alors en pleine polémique sur l'estimation 2017 en cours et aura oublié 2014 !**

L'INSEE reconnaît **une marge d'erreur de 0,2 %** : on peut donc estimer que le résultat publié au premier trimestre 2014 a 50 % de chances d'être compris entre - 0,1 et + 0,3 et 90 % de chances d'être compris entre - 0,4 et + 0,6. Au second semestre, l'intervalle de confiance à 90 % est compris entre - 0,2 et + 0,9 %.

De quoi relativiser beaucoup de commentaires formulés sans aucun recul par rapport à la fragilité du chiffre, imprécis durant une longue période et censé à lui seul révéler l'état d'un pays dans toute sa diversité ! Plus graves sont les décisions prises sur la base des chiffres encore provisoires : budget de l'Etat, par exemple, qui estime les recettes fiscales sur la base d'un PIB hypothétique ; estimation du "fardeau" des retraites sur la base d'un taux de croissance sur 20 ou 30 ans alors que les marges d'erreur ont des chances d'être de bien plus grande ampleur. Pourquoi si peu de transparence sur ces incertitudes ?

2.2. LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES

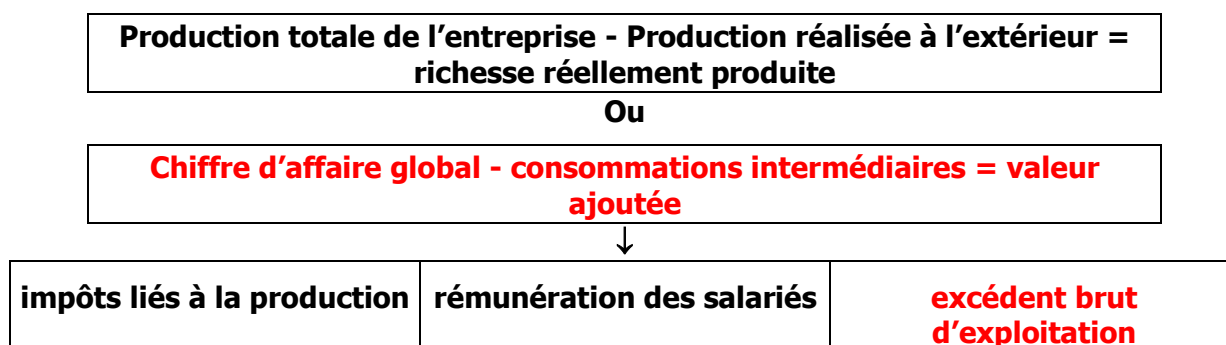
Au niveau de l'entreprise, la valeur ajoutée se calcule par la différence entre son chiffre d'affaire (quantités vendues x prix de vente) et ses consommations intermédiaires. Elle n'est pas toujours facile à mettre en évidence. Pour l'entreprise agricole ou industrielle, les montants correspondant aux entrants et aux sortants sont faciles à identifier au niveau du compte d'exploitation qui fait clairement apparaître la production totale et les

² En fait, il faudrait également tenir compte de la production *fabriquée* mais non vendue, c'est à dire les *stocks*.

consommations intermédiaires. En revanche, il est plus difficile de faire ressortir la valeur ajoutée pour les activités de service, les professions libérales, et surtout les administrations...

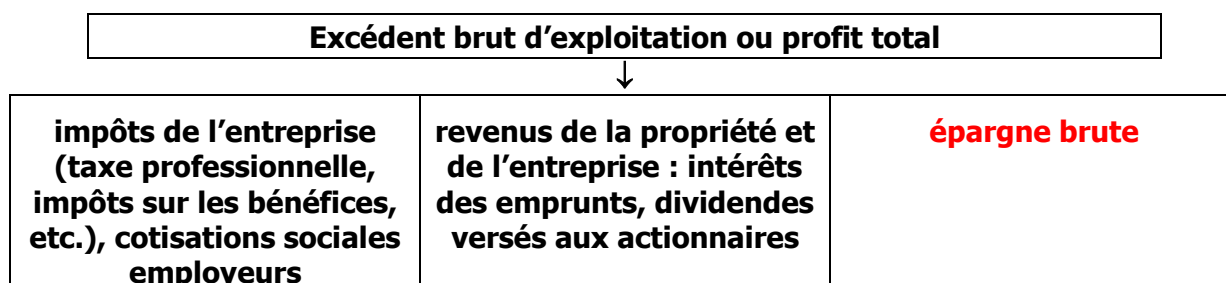
Cependant, le calcul de la valeur ajoutée, même pour des entreprises agricoles ou industrielles, pose des difficultés de calcul lorsqu'il s'agit d'entreprises à succursales multiples. La valeur ajoutée doit alors être calculée au niveau de chaque unité de production pour en faire ensuite la somme³. Ceci n'est pas aisé lorsqu'il existe des unités implantées à l'étranger ou lorsqu'il existe des unités communes à plusieurs entreprises (unités de recherche et de développement, par exemple) : à qui et dans quelle proportion imputer la « richesse » (souvent immatérielle) produite ?

Il importe de voir d'abord comment la richesse se crée et se partage au niveau de l'entreprise, en repartant de la définition qui vient d'être mise en évidence.



La valeur ajoutée représente en fait la richesse à partager entre les différents agents économiques : les salaires représentent les revenus du travail, les impôts constituent le revenu de l'Etat, l'excédent brut d'exploitation est le revenu de l'entreprise : c'est son **profit total**. Il est à noter, à ce niveau, que l'entreprise ne maîtrise pas le montant de son chiffre d'affaire (hors artifices comptables !). Le prix de vente est contraint par les conditions de concurrence, ainsi que les quantités vendues largement dépendantes des choix des consommateurs. Par ailleurs, si l'entreprise n'a en principe pas de marge de manœuvre sur le montant des impôts (sauf actions auprès des élus !) en revanche, elle dispose d'une certaine marge de manœuvre sur les effectifs et donc sur le montant des salaires versés. Une diminution des effectifs accroît l'excédent brut d'exploitation.

Le profit total ou excédent brut d'exploitation fait lui même l'objet d'une répartition.

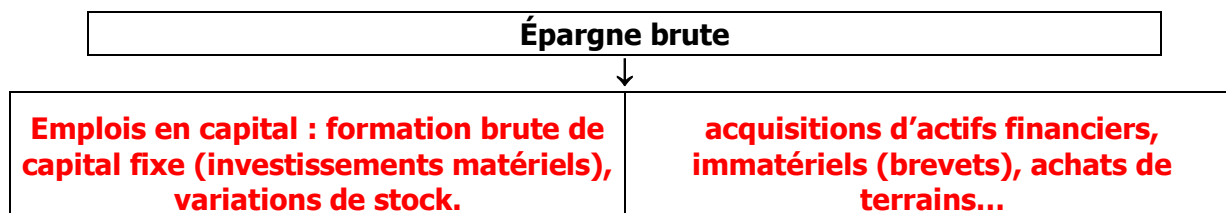


Là encore, la distribution du profit se fait en fonction de certaines dépenses obligatoires, dont les cotisations employeur assises sur la base des salaires versés. La seule

³ Les entreprises de ce type sont néanmoins contraintes de fournir des bilans « consolidés », c'est à dire représentant la totalité des activités. Ceci se présente sous la forme de documents qui constituent des annexes au bilan principal, mais ils ne comportent pas de compte d'exploitation consolidé.

marge de manœuvre (plus ou moins souple) se situe par rapport aux dividendes distribués aux actionnaires qui résultent d'un choix entre investissement interne des excédents ou rémunération des actionnaires⁴. Cela revient à dire qu'il existe un certain choix entre profit distribué et profit retenu.

L'épargne réalisée va, elle aussi, être consacrée à différents emplois.



L'épargne brute sert à financer des investissements matériels nouveaux, augmenter les stocks ou encore réaliser des placements financiers (l'acquisition d'actifs financiers sous la forme d'actions d'autres entreprises peut revêtir un caractère stratégique).

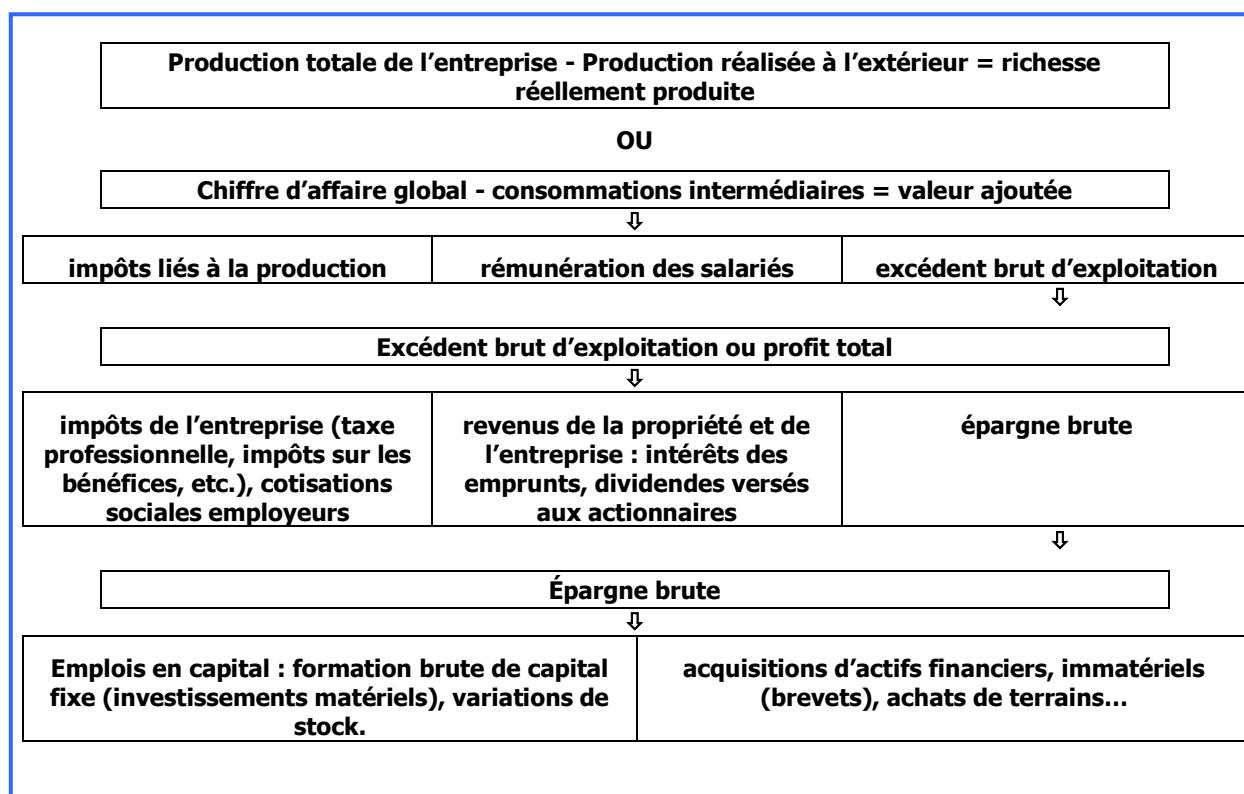
- Lorsque l'épargne ainsi réalisée couvre l'ensemble des besoins en investissements (réels ou financiers), il y a équilibre strict entre les ressources dégagées et les emplois (ou dépenses) désirés.
- Lorsque l'épargne est excédentaire : il y a « capacité de financement », l'entreprise peut alors choisir plus librement son plan de développement et de distribution;
- Lorsque l'épargne est insuffisante, il y a « besoin de financement » : l'entreprise est alors conduite à envisager diverses mesures pour accroître ses ressources. Cela consiste à jouer sur les points pour lesquels elle dispose d'une marge de manœuvre : effectifs, rémunération des actionnaires, recours à l'emprunt, renoncement ou report de certaines opérations en capital.

Globalement, on peut récapituler **le partage de la valeur ajoutée** par les séquences regroupées dans le tableau ci-dessous. Il doit demeurer clair cependant, qu'elles représentent une écriture comptable mais n'oblige pas à un ordre de calcul figé.

Par exemple, des objectifs d'investissements qui apparaissent dans le schéma en dernière position peuvent très bien être fixés au départ. L'entreprise utilise alors ses marges de manœuvre pour les atteindre (actions auprès des autorités pour réduire les charges, compression de salaires ou d'effectifs, augmentation de l'autofinancement, alliances, etc.).

Il n'empêche que la présentation est quant à elle normalisée et que la rédition des comptes se fait à dates fixes.

⁴ Les conseils d'administration des entreprises discutent les projets d'investissements qui sont à la base des revenus futurs de l'entreprise. Ils peuvent opter pour le revenu immédiat ou pour des espérances de revenus futurs. Tout dépend surtout des rapports de force au niveau des conseils et de la situation de l'entreprise, certains investissements ne pouvant pas être différés.



DU POINT DE VUE DES ENTREPRISES, le tableau précédent permet de déterminer au final la situation financière à une période donnée :

CHIFFRE D'AFFAIRE - COÛTS D'EXPLOITATION = CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Le chiffre d'affaire déduction faite des coûts d'exploitation doit être dans ce cas positif ou au minimum égal, c'est l'**EQUILIBRE** ou **SEUIL DE RENTABILITE** sinon l'entreprise doit recourir à des financements extérieurs (emprunts, augmentation de capital, etc. c'est le **BESOIN DE FINANCEMENT (ENDETTEMENT)**).

DU POINT DE VUE DE L'ETAT, on peut aussi transposer le tableau qui exprimera dans la différence : **RECETTES FISCALES – DEPENSES FISCALES = EXCEDENT BUDGETAIRE** une réserve de finances publiques ou un équilibre ou encore un **DEFICIT BUDGETAIRE (ENDETTEMENT)**

DU POINT DE VUE DES MENAGES, on tiendra compte de la différence entre **REVENUS – DEPENSES = EPARGNE (ou équilibre ou endettement)**

Au final, les décisions individuelles de production aboutissent au montant de ressources disponibles, auquel il convient d'ajouter la production publique et les importations. Cette activité de production donne naissance à une distribution de revenus qui va permettre aux acteurs économiques d'effectuer des échanges entre eux, chacun en fonction de leurs contraintes propres : **l'objectif assigné à l'économie est réalisé.**

L'ADDITION DE TOUTES LES VALEURS AJOUTEES DONNE LA RICHESSE NATIONALE TOTALE OU PRODUIT INTERIEUR BRUT

LA VALEUR AJOUTEE EST A LA SOURCE DES REVENUS DISTRIBUES :

- ⇒ SALAIRES : **REVENUS DU TRAVAIL**
- ⇒ IMPOTS ET TAXES : **REVENUS DE L'ETAT ET DES COLLECTIVITES**
- ⇒ DIVIDENDES : **REVENUS DE LA PROPRIETE MATERIELLE**
- ⇒ INTERETS : **REVENUS DES CAPITAUX**
- ⇒ COTISATIONS SOCIALES : **REVENUS DE TRANSFERT ET DE REMPLACEMENT**
- ⇒ REDEVANCES, DROITS D'AUTEURS : **REVENUS DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE**
- ⇒ ETC ...

En résumé, la valeur ajoutée correspond :

- **À tout ce qui est produit ;**
- **Aux revenus distribués ;**
- **À la satisfaction des besoins (demandes) :**

$$\text{PIB} = \text{consommation} + \text{investissements} + \text{exports} [+/- \text{stocks}]$$

Ou encore

$$\text{PIB} + \text{imports} = \text{consommation} + \text{investissements} + \text{exports} [+/- \text{stocks}]$$

Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés

*niveaux (en milliards d'euros) et variations T/T-1 (en %)
données CJO-CVS*

	2012				2013				2014				2012	2013	2014
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produit intérieur brut	512,3	510,7	512,2	510,9	511,1	514,2	513,9	514,9	515,0	516,6	517,9	519,2	2046	2054	2069
en évolution	0,2	-0,3	0,3	-0,3	0,0	0,6	-0,1	0,2	0,0	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,7
Importations	146,9	146,6	146,6	145,5	146,3	148,8	150,5	151,2	152,7	153,0	154,0	154,8	585,6	596,7	614,5
en évolution	0,6	-0,2	0,0	-0,8	0,5	1,7	1,2	0,5	1,0	0,2	0,7	0,5	-1,2	1,9	3,0
Total des ressources	1101,8	1097,9	1102,8	1097,0	1098,8	1109,5	1109,3	1112,1	1115,2	1119,1	1122,9	1126,5	4399,5	4429,7	4483,6
en évolution	0,1	-0,3	0,4	-0,5	0,2	1,0	0,0	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	-0,1	0,7	1,2
Dépenses de consommation des ménages	271,5	269,8	270,1	269,8	270,6	271,3	271,0	271,6	270,2	271,5	272,7	273,4	1061	1084	1088
en évolution	0,5	-0,6	0,1	-0,1	0,3	0,2	-0,1	0,2	-0,5	0,5	0,4	0,3	-0,5	0,3	0,3
Dépenses de consommation des administrations*	131,7	132,3	132,8	133,3	134,0	135,0	135,4	136,1	136,7	137,0	137,4	137,9	530,1	540,3	549,0
en évolution	0,6	0,4	0,4	0,4	0,5	0,7	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	1,7	1,9	1,6
dont Dépenses individualisables des APU	78,9	79,2	79,5	79,9	80,4	81,1	81,3	81,7	82,0	82,3	82,5	82,8	317,5	324,5	329,7
en évolution	0,7	0,4	0,4	0,5	0,6	0,9	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	1,8	2,2	1,6
Dépenses collectives des APU	42,6	42,8	43,0	43,1	43,3	43,5	43,7	43,9	44,1	44,2	44,4	44,5	171,5	174,3	177,2
en évolution	0,3	0,5	0,4	0,3	0,3	0,6	0,3	0,6	0,6	0,2	0,2	0,3	1,5	1,6	1,7
Formation brute de capital fixe (FBCF)	113,1	112,9	112,9	112,3	111,9	112,1	111,9	111,7	110,7	110,6	110,4	110,6	451,3	447,6	442,4
en évolution	-0,2	-0,2	0,0	-0,5	-0,4	0,2	-0,2	-0,1	-0,9	-0,1	-0,1	0,2	0,3	-0,8	-1,2
dont Entreprises non financières (ENF)	61,1	60,9	60,9	60,5	60,1	60,4	60,5	61,0	60,7	60,8	60,9	61,1	243,3	241,9	243,5
en évolution	-0,5	-0,3	0,0	-0,7	-0,6	0,5	0,2	0,8	-0,5	0,2	0,2	0,3	0,3	-0,6	0,7
Ménages	26,7	26,6	26,4	26,2	26,1	26,0	25,5	25,0	24,3	23,9	23,7	23,7	105,8	102,6	95,7
en évolution	-0,8	-0,7	-0,7	-0,8	-0,2	-0,5	-1,7	-2,2	-2,6	-1,5	-0,9	-0,1	-2,2	-3,1	-6,7
Exportations	140,3	140,4	141,0	140,3	140,7	144,5	144,0	146,2	146,7	147,8	148,6	149,4	562,0	575,4	592,5
en évolution	-0,5	0,1	0,4	-0,5	0,3	2,7	-0,4	1,6	0,3	0,8	0,5	0,5	1,2	2,4	3,0
Contributions (en point)															
Demande intérieure hors stocks**	0,4	-0,3	0,1	0,0	0,2	0,4	0,0	0,2	-0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,3
Variations de stocks**	0,1	-0,1	0,0	-0,3	-0,1	0,0	0,4	-0,3	0,6	-0,1	0,0	0,0	-0,6	-0,2	0,4
Commerce extérieur	-0,3	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,2	-0,5	0,3	-0,2	0,1	0,0	0,0	0,7	0,1	0,0

Prévision

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur.


source : INSEE

Plus d'informations

LA FRANCE EN BREF 2013 : *A lire...*

<http://www.insee.fr/fr/pdf/france-en-bref-2013.pdf&sa=U&ei=hyMXVKjNB9Gf7AbMloH4Dq&ved=0CAYQFjAA&client=internal-uds-cse&usq=AFOjCNG7qBklMrU5BrMu7tFujyIvnrifYw>


Et les régions : *A lire...* <http://www.insee.fr/fr/regions/>



Institut national de la statistique
et des études économiques

Mesurer pour comprendre

[Mobile](#) | [Actualités](#) | [Agendas](#) | [Contactez-nous](#) | [Aide](#) | [FAQ](#) | [Liens](#) | [English](#) | [Home page](#)



[Accueil](#)

[Thèmes](#)

[Bases de données](#)

[Publications et services](#)

[Régions](#)

[Définitions et méthodes](#)

[Accès par public](#)

[L'Insee et la statistique publique](#)

Régions

- ▶ [Alsace](#)
- ▶ [Aquitaine](#)
- ▶ [Auvergne](#)
- ▶ [Basse-Normandie](#)
- ▶ [Bourgogne](#)
- ▶ [Bretagne](#)
- ▶ [Centre](#)
- ▶ [Champagne-Ardenne](#)
- ▶ [Corse](#)
- ▶ [Franche-Comté](#)
- ▶ [Guadeloupe](#)
- ▶ [Guyane](#)
- ▶ [Haute-Normandie](#)
- ▶ [Ile-de-France](#)
- ▶ [Languedoc-Roussillon](#)
- ▶ [Limousin](#)
- ▶ [Lorraine](#)
- ▶ [Martinique](#)
- ▶ [Mayotte](#)
- ▶ [Midi-Pyrénées](#)
- ▶ [Nord-Pas-de-Calais](#)
- ▶ [Pays de la Loire](#)
- ▶ [Picardie](#)
- ▶ [Poitou-Charentes](#)
- ▶ [Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)
- ▶ [Réunion](#)
- ▶ [Rhône-Alpes](#)

Accueil > Régions

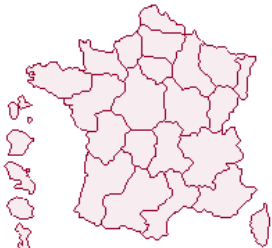
■ Dernières publications régionales

Document : [1-20] sur 30
Page : [1] 2 Suivante

- ▶ **Les créations d'auto-entreprises reculent à nouveau**
Midi-Pyrénées - septembre 2014
- ▶ **Le livre en Lorraine : un secteur fragile dominé par l'imprimerie**
Lorraine - septembre 2014
- ▶ **Août 2014 : les prix baissent de 0,4 %**
Réunion - septembre 2014
- ▶ **Bilan de la saison hiver 2013-2014 dans l'hôtellerie :**
Franche-Comté - septembre 2014
- ▶ **Deux siècles de démographie auvergnate**
Auvergne - septembre 2014
- ▶ **Vals du Dauphiné : vers une mutation économique liée à la périurbanisation**
Rhône-Alpes - septembre 2014
- ▶ **Aire Mont d'Or - Chasseron : éclairage statistique**
Franche-Comté - septembre 2014
- ▶ **Val de Fensch : ouvert sur ses voisins, le territoire bénéficie depuis 2006 d'un net rebond**
Lorraine - septembre 2014
- ▶ **Un salarié sur dix dans l'économie sociale en 2012**
Champagne-Ardenne - septembre 2014
- ▶ **Avril - mai 2014 : les touristes étrangers pallient l'absence des Français**
Bourgogne - septembre 2014

Voir aussi

La page d'accueil de chaque région



Recensement de la population

- ▶ **Les populations légales 2011** en vigueur à partir du 1er janvier 2014
- ▶ **Les résultats statistiques 2011** (caractéristiques de la population, formation, emploi, logement, famille...)

L'UTILISATION DES REVENUS EST A L'ORIGINE DES ECHANGES ET DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE : Comment fonctionnent les marchés ? Comment se forment les prix ?

RENDEZ-VOUS LE 21 NOVEMBRE 2014 !